

9 septembre 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la politique du gouvernement en faveur de l'industrie, à Paris le 9 septembre 2014.

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs les chefs d'entreprise,

Mesdames, Messieurs les créateurs, innovateurs, chercheurs, professeurs et aussi élèves puisque vous êtes venus découvrir ce qu'allait être le monde de demain, le vôtre.

Nous sortons émerveillés par ce que nous avons vu et par cette capacité qu'a notre pays de créer, d'inventer et par cette mobilisation, ce rassemblement autour de ce que nous avons de meilleur pour réussir ensemble.

Il y a un an presque jour pour jour, nous lançons l'idée de la « nouvelle France industrielle », c'est-à-dire de l'économie de demain. J'avais à ce moment-là annoncé que, régulièrement, nous ferions le point sur ces plans industriels que nous avons conçus avec le ministre MONTEBOURG que je veux saluer pour le travail qu'il a réalisé. Aujourd'hui, un an après, les résultats sont là et ils sont impressionnants. Je vais y revenir parce que c'est une forme de confiance qui s'est créée et d'espérance qui s'est levée.

Mais pourquoi avoir voulu porter la « nouvelle France industrielle » ? Parce qu'il s'agissait d'exprimer un refus et une volonté. Le refus, c'était celui du laissez-faire, de penser que l'industrie, c'était une activité d'hier, que nous n'avions pas de capacité pour résister à ce mouvement mondial qui aurait voulu que les usines soient ailleurs et que nous soyons un pays où seuls les services auraient eu leur place.

Nous ne voulions plus que le cortège des usines fermées vienne assombrir l'idée que les Françaises et les Français avaient de leur pays. Nous ne voulions pas non plus nous satisfaire de ces chiffres effrayants de ces dix dernières années où nous avons perdu 750 000 emplois dans l'industrie. Il y avait ce refus de cette fatalité prétendue qui aurait voulu que l'industrie n'ait pas d'avenir dans notre pays.

La volonté, c'était l'affirmation que l'industrie fait partie et construit l'économie de demain. Cette volonté doit se traduire par une politique qui améliore l'environnement des entreprises pour qu'elles soient plus compétitives et plus performantes, pour qu'il y ait davantage d'efforts pour l'innovation, pour la recherche à travers de multiples mécanismes... Mais nous ne pouvions pas non plus penser qu'il suffisait d'améliorer simplement l'environnement des entreprises pour qu'il y ait le rebond indispensable pour l'industrie de demain.

Le rôle de l'État, c'est alors de faire en sorte que nous puissions valoriser nos atouts dans ce qu'on appelle « l'industrie traditionnelle » termes que je récusé car il n'y a pas « d'industrie traditionnelle », il y a une tradition industrielle, ce qui est très différent. Il y a ce savoir-faire qui se transmet, de génération en génération, pour faire des produits différents même s'ils ont toujours une origine dans l'histoire industrielle de notre pays. La responsabilité de l'État, c'est non seulement de préserver nos atouts, mais c'est aussi de placer la France dans les domaines qui vont être ceux de l'économie de demain et d'après-demain, c'est-à-dire dans les secteurs stratégiques.

Nous en avons relevé trois. La transition énergétique et écologique. Une loi est en préparation et sera bientôt en discussion devant le Parlement. Elle va permettre de mobiliser tous les moyens à cette belle finalité : celle de consommer moins, de produire différemment et d'inventer la

croissance verte

croissance verte.

Le second domaine que nous avons identifié, c'est celui du vivant : comment vivre plus longtemps en meilleure santé ? Comment être capable de garder son autonomie, de lutter contre des maladies ? C'est une excellence française qui doit être encore portée pour relever les défis de la science.

Et puis le troisième domaine, c'est le numérique, c'est-à-dire cette révolution qui s'opère. Nous avons identifié ces trois secteurs, mais, en fait, c'est le même car tout se confond. Le numérique sert à la transition énergétique. La transition énergétique sert aussi à améliorer le vivant. Dans tous les produits qui ont été présentés, les objets qui ont été ici démontrés pour leur innovation, on s'aperçoit qu'ils empruntent à ces trois grandes technologies.

L'ambition industrielle de la France est le cap que j'ai fixé pour la politique économique de notre pays. Ce cap demeure encore aujourd'hui. Il n'a pas changé. Lorsqu'en novembre 2012, Louis GALLOIS avait fait son rapport qui constatait justement les retards et les risques une balance commerciale déficitaire, une compétitivité dégradée, une part de l'industrie dans notre production nationale abaissée, j'en avais tiré immédiatement les conclusions : nous devons non seulement préserver les crédits de la recherche et de l'innovation, nous devons non seulement inventer de nouveaux soutiens pour l'économie productive, mais nous devons, en même temps, abaisser le coût du travail dans les entreprises. Ce coût n'est la variable déterminante, mais nous avons le devoir d'améliorer la performance et la compétitivité.

Ensuite, il y a eu le pacte de responsabilité qui n'est rien d'autre que l'amplification et la généralisation de ce que j'avais décidé à l'automne 2012. Une amplification et une généralisation et, en même temps, un cadre et une visibilité pour que les entreprises sachent bien dans quel environnement elles vont situer leur action, ce qu'elles peuvent espérer et être sûres d'avoir comme bénéfice, dès lors qu'il y a aussi la contrepartie de création d'emplois, d'investissement, d'exportation

Cette politique s'est déjà traduite par le crédit impôt compétitivité-emploi dont les versements ont été effectifs dès le printemps de cette année. Cette politique va connaître une nouvelle ampleur à partir de 2015 avec le fait qu'il n'y aura plus de cotisations sociales pour les salariés payés au SMIC ce qui fera que les employeurs seront ainsi clairement engagés dans l'embauche et dans la création d'emplois. Cette politique a déjà donné des premiers résultats, trop timides notamment en termes de lutte contre le chômage, parce que c'est une politique qui demande du temps.

Mais un classement je me méfie des classements mais quand ils viennent d'institutions internationales reconnues montre que nous avons cassé la spirale infernale de la dégradation de la compétitivité de l'économie française et que nous avons maintenant commencé la marche en avant. C'est déjà une première étape.

Il y a un deuxième indicateur : le taux de marge des entreprises, c'est-à-dire leur capacité de pouvoir financer leurs investissements, de pouvoir préparer l'avenir. Ce taux de marge connaît la progression la plus importante depuis quatre ans, ce qui ne suffit pas mais qui montre, là encore, que nous avons inversé ce qui était jusque-là une forme d'handicap, pour ne pas dire de malédiction pour notre économie.

Ces plans industriels, que nous avons découverts une nouvelle fois aujourd'hui, s'inscrivent donc dans ce que je souhaitais faire pour notre pays : lui redonner confiance, lui montrer qu'il avait des capacités pour réussir, pour repartir, pour reconfigurer ce que pouvait être sa production. Je dois dire qu'à travers les exemples, qui ne résument pas les 34 plans mais qui les illustrent, nous avons de quoi faire un constat encourageant.

D'abord, ces 34 plans industriels ont mobilisé des centaines de personnes vous et d'autres encore. 250 entreprises s'y sont investies des grandes et des start-ups, des petites et des entreprises de taille intermédiaire partout sur le territoire. Ces plans ont été constitués à partir de 3 critères : il fallait qu'il y ait une rupture technologique, une avancée considérable et il fallait que l'on puisse incarner le progrès dans des objets identifiés un avion, un véhicule, une pile et tant d'autres et puis il fallait, pour qu'ils soient retenus dans le cadre d'un plan industriel, que nous puissions être les meilleurs, nous, les Français, les meilleurs au monde dans ces domaines.

Ces 34 plans ont reçu le soutien de l'État : plus de 3,5 milliards d'euros ont été consacrés au

soutien de ces initiatives grâce, notamment, à la Banque publique d'investissement mais aussi au Programme des investissements d'avenir je salue le commissaire. De nombreux ministres sont ici. C'est très important de montrer que ce n'est pas simplement le ministère de l'Économie : c'est le ministère de l'Écologie, c'est le ministère de l'Éducation, c'est le ministère de la Fonction publique, de l'État et des collectivités locales parce que je veux saluer aussi la part qu'ont prise les collectivités locales dans ce processus, la recherche et le numérique. J'allais dire, c'est la tâche de tout le gouvernement même si c'est Emmanuel MACRON qui aura la responsabilité de faire régulièrement, avec moi-même, le point sur ces plans industriels.

Ces 34 plans sont des projets précis, chiffrés, financés. Ils vont permettre de développer une nouvelle offre industrielle, la nouvelle France. Je vais citer quelques exemples de ce que nous avons déjà pu faire pour montrer que ce n'est pas simplement une projection mais une réalité. Dans un mois à peine, un décret sera signé pour le développement du réseau des bornes électriques sur tout le territoire pour que le véhicule électrique puisse se développer au rythme souhaité. La ministre de l'Écologie m'a dit qu'il y aura 15 000 bornes dans les prochains mois grâce à la signature de ce décret. Le vol d'essai d'un avion électrique a déjà eu lieu, c'était en mai 2014. Une usine est en train de se bâtir dans la communauté de Bordeaux. Elle sera ouverte en 2016.

Dans la filière du recyclage, plus de 100 entreprises ont déjà été recensées. Elles vont faire plus de 800 millions d'euros d'investissement et créer plus de 2 000 emplois directs dans les prochains mois. Le satellite à propulsion électrique puisque, maintenant, tout fonctionne avec de l'électricité est prévu pour 2017. Sur les objets connectés, la ville d'Angers va accueillir une cité des objets connectés parce que c'est une filière d'excellence française. Je rappelle que 5 des 12 objets connectés les plus vendus aux États-Unis sont français. Ils ne le savent peut-être pas eux-mêmes les Américains ! Il faut donc leur rappeler et leur dire sans décourager leur consommation.

Les usines du futur sont un élément très important de la stratégie industrielle. Comment produire demain en utilisant de nouvelles machines, de nouvelles organisations ? Les usines du futur sont en train d'être bâties sur tout le territoire. La Banque publique d'investissement je salue son directeur va consacrer plus de 1 milliard d'euros pour le développement de ces sites. C'est cela la « nouvelle France industrielle » ! C'est un enjeu pour tous les territoires de France. Aucun ne doit être oublié. C'est aussi un enjeu pour les générations qui viennent : comprendre que se préparent ici les productions, les objets, les emplois de demain et l'image de la France.

Mais c'est aussi un nouveau modèle de vie. L'économie, ce n'est pas simplement la production, l'activité, l'investissement, ce qui va permettre de créer les emplois de demain Le progrès, c'est ce qui peut aussi changer le rapport de chacun d'entre nous avec l'environnement, avec la société, avec le monde, avec les autres. Le progrès, c'est ce qui permet de confirmer cette volonté humaine que demain sera mieux qu'aujourd'hui, que l'on va voir et visiter ce que les générations précédentes n'ont jamais connu. C'est cela le progrès !

Regardons ce progrès à travers ce qui nous a été présenté. Dans le domaine de l'énergie, la pile à combustion à hydrogène. Un véhicule de La Poste nous était présenté. Apparemment, c'est un véhicule de La Poste. Il est jaune et il fait la tournée Mais une jeune entreprise SYMBIO FCELL a mis l'énergie du futur dans son moteur. Il peut maintenant, grâce à une pile à hydrogène, compléter la panoplie de tout ce que nous pouvons faire sur les véhicules électriques. Ce produit-là en particulier peut tripler l'autonomie des véhicules électriques. Il témoigne d'une association réussie du service public et d'une jeune entreprise pour créer un produit qui peut changer la vie. Dans le domaine de la santé, la société PROTEOR a fait la démonstration de cette jambe bionique, avec ce sportif qui est capable de refaire du sport grâce à cette nouvelle prothèse qui lui permet d'avoir une jambe quasi-humaine, du genou à la cheville. C'est un progrès technologique qui change le rapport de beaucoup de personnes accidentées ou handicapées. Elles vont pouvoir avoir la pleine autonomie, la pleine capacité de vivre leur vie.

Une autre société m'a montré des tissus intelligents qui permettent à la fois de renseigner, presque à tout moment, sur son état de santé il faut éviter l'addiction et aussi de prévenir un

certain nombre de maladies ou d'accidents, en vérifiant les fréquences cardiaques, le rythme respiratoire. Là aussi, les applications sont innombrables pour l'avenir de l'industrie textile ! Pas simplement dans le domaine du sport, mais aussi dans le domaine de la santé.

Dans le domaine des transports, on a vu qu'un avion est rentré dans l'Elysée ! Cet avion E-Fan est en train d'ouvrir une nouvelle page de l'histoire de l'aéronautique. AIRBUS a en effet engagé des moyens considérables avec SAFRAN, avec ZODIAC et avec d'autres pour concevoir un avion entièrement électrique. Il va révolutionner l'apprentissage du pilotage. Et puis changer la vie, c'est changer la vie au travail ! L'exosquelette, c'est la capacité de porter des charges, de faire un travail difficile et de donner de la dignité, de la qualité à l'intervention humaine, pour faire que l'ouvrier, l'opérateur ou l'opératrice puisse donner le meilleur de lui-même ou d'elle-même grâce à un robot et un robot qui ne supprime pas l'emploi mais qui l'enrichit.

Autre exemple, les lunettes à réalité augmentée. Elles peuvent servir aussi bien au médecin pour opérer, au touriste pour visiter, à l'ouvrière ou l'ouvrier pour agir. Nous avons donc, là aussi, une forme de révolution du rapport à la réalité.

Je pourrais insister sur le mini-drone que nous avons vu, qui peut apparaître comme un jouet mais qui est en fait un outil de surveillance considérable ! Surveillance par rapport aux réseaux et aux transports et surveillance par rapport à tout ce qui peut se produire comme risque pour notre propre sécurité. C'est là qu'on retrouve des applications qui, au départ, étaient conçues pour le militaire et qui deviennent des activités essentielles pour la vie civile. Je veux saluer le ministère de la Défense qui investit dans des technologies, qui sont ensuite mises au service non pas simplement de notre propre sécurité, ce qui est déjà beaucoup, mais de notre propre confort. Enfin, il y a l'éducation numérique. J'ai annoncé un plan pour cette rentrée. Il sera véritablement effectif en 2016. Nous devons nous y préparer. Mais la ministre ne peut réussir ce défi que s'il y a une filière totalement intégrée dans l'éducation numérique ! Des supports et des tablettes sont conçus avec les enseignants, parce que rien n'est possible sans les enseignants. De nombreux collèges testent aujourd'hui leur utilisation. Nous aurons, à un moment, à faire leur généralisation, sans doute avec une grande diversité dans les usages et dans les techniques. Parce que le modèle ne peut pas être simplement celui de l'uniformité.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que nous avons vu aujourd'hui. C'est une belle France, celle qui invente, celle qui crée, celle qui avance, celle qui réussit. Qu'est-ce qu'on peut retenir de tous ces exemples ? Quelles sont les leçons ?

La première leçon, c'est que le progrès technique est une force et qu'il ne doit soulever aucune peur, aucune crainte. Le progrès technique, c'est ce que ces 34 plants ont mis en exergue, c'est-à-dire ce que nous pouvons faire avec le progrès pour améliorer la vie, pour améliorer la production, pour améliorer la qualité. Le progrès, il est bien là, je le dis aux jeunes générations ! Ne redoutez rien de l'avenir.

Pensez que le progrès, c'est ce qui a toujours fait avancer l'Humanité. Si l'on commence à douter de la science, de ce qu'elle peut procurer il faut toujours maîtriser ce que la science peut elle-même inventer et produire, mais nous ne devons jamais douter de la science et du progrès parce que c'est ce qui nous permet d'avancer et c'est ce qui nous permet de croire que nous sommes l'Humanité.

L'Humanité ne s'est jamais arrêtée avant nous, elle ne s'arrêtera pas avec nous. Elle continuera sa marche au service des besoins du plus grand nombre, de tous les habitants de cette planète. Ce que nous avons démontré là n'est pas spécifique aux pays développés, doit être mis au contraire au service du monde entier et c'est ça, le progrès et il se partage, il se distribue, il se diffuse.

La deuxième leçon, c'est qu'il n'y a rien de grand, rien de possible sans une mobilisation collective, sans une alliance. Une alliance du privé et du public dans ce qu'il a de meilleur et j'ai remercié tous les industriels qui m'ont dit combien l'administration avait pu être à leurs côtés sans laquelle rien n'est concevable. Non pas simplement parce que nous sommes une économie de marché ou parce que l'initiative vient du secteur privé ! C'est cette alliance entre ce que l'État peut offrir le long terme et ce que les entreprises peuvent rechercher un court et en même

peut offrir le long terme et ce que les entreprises peuvent rechercher un soutien et en même temps une confiance. C'est ce qui a permis le succès de ces 34 plans.

L'alliance aussi de la recherche, de la formation et de la production. Parce que la production ne peut rien sans la recherche ! Et parce que la recherche doit trouver, à un moment, sa finalité dans l'économie réelle.

L'alliance également de l'État et des collectivités locales, parce que les territoires doivent être irrigués et les régions doivent prendre toute leur place dans ce développement et aussi l'alliance entre le secteur financier, notamment la Banque publique d'investissement, et tout ce que nous pouvons mettre en œuvre avec le secteur bancaire, pour qu'il puisse y avoir cette mobilisation et ce succès.

La troisième leçon, c'est la France elle-même. Elle a des atouts. Parfois, nous nous complaisons à regarder les handicaps, les retards. Ils existent ! Il faut les rattraper. Quant aux handicaps, il faut les résorber ! Mais nous ne pouvons pas être simplement dans la constatation, dans la déploration, dans une forme d'accusation collective, qui quelquefois conduit à battre la coulpe du voisin plutôt que la sienne ! Nous avons besoin de croire en la France.

Mais cela ne peut pas non plus être un slogan, une incantation, une formule facile ! Nous devons démontrer ce que la France fait. Et, là, nous l'avons fait. Je veux saluer tous les inventeurs, chercheurs, ingénieurs, ouvriers, entrepreneurs qui ont permis d'aboutir à ces prototypes, à ces 34 plans. Parce que ces 34 plans, c'est une feuille de route qui fait que la France va pouvoir avancer à l'horizon de cinq ans, à l'horizon de dix ans. A un horizon suffisamment proche pour que chacun puisse se projeter.

Je veux saluer aussi, puisque je parle de la France, une réussite, même s'il y a toujours des risques. CARMAT, vous savez, a été capable de réaliser une première mondiale et d'implanter un cur artificiel dans le corps humain. Cette société a été de nouveau, après le premier moment difficile, capable de refaire cette opération et de la réussir ! Oui, il faut saluer aussi cette excellence française qui participe de ce que notre pays a de meilleur, de plus grand, de plus beau !

34 plans, 34 projets d'avenir, 34 démarches, les multiples entreprises qui sont associées et le défi maintenant qu'on a ces prototypes, qu'on a déjà ces premières réalisations de produire à grande échelle, d'exporter, de transformer les innovations en investissements pour nos entreprises et nos économies. Faire que fabriquer en France ce qui est finalement notre objectif soit d'abord précédé d'inventer en France. Parce qu'il n'y a de fabrication en France que s'il y a de l'invention en France et pour ensuite exporter et faire en sorte que nous soyons à taille mondiale, c'est-à-dire présents sur les marchés mondiaux.

Et c'est pour cela que « l'inventé en France » est la clé de tout. Et pour inventer, il faut avoir ce qu'on appelle un écosystème ce que vous avez démontré mais il faut aussi, à un moment, que l'invention se transforme en investissement.

La clé, c'est l'investissement. C'est la raison pour laquelle toute la mobilisation du gouvernement, pour les mois qui viennent, c'est de favoriser la reprise de l'investissement. Il y a des résistances, il y a des obstacles qui tiennent à l'incertitude que l'on observe sur les marchés, qui tiennent aussi aux marges des entreprises qui ne leur permettent pas toujours d'investir autant qu'elles le voudraient, qui tiennent à la demande qui n'est pas suffisamment forte, notamment en Europe. Mais il y a aussi des contraintes qui peuvent être liées au financement. C'est pourquoi je réunirai dans les prochains jours, les « Assises du financement », pour que l'épargne des Français qui est d'ailleurs plutôt abondante par rapport à nos voisins puisse être orientée vers l'investissement, vers l'économie réelle.

Voilà Mesdames et Messieurs,

Ce que j'étais venu vous dire pour saluer d'abord tous ceux qui ont contribué à ces 34 plans, mais aussi pour faire la démonstration aux Français que ces 34 plans nous permettent de regarder en avant, de regarder l'avenir. Parce que ces 34 plans, c'est l'ambition d'une société la création plutôt que la conservation, le risque plutôt que la peur, la confiance plutôt que la crainte d'une société capable d'inventer, de créer, de se mobiliser pour son destin. Parce que l'industrie fait partie du destin de la France et une France qui est capable de regarder son histoire et en

même temps, de penser que son histoire lui permet d'avoir un grand avenir.

Il n'y a pas d'histoire, s'il n'y a pas des produits, des industries, des aventures, des entreprises, des ouvriers qui, à un moment, fabriquent ce qui va être l'univers de notre quotidien.

La France industrielle, la « nouvelle France industrielle », ce n'est pas une France nouvelle ! C'est de nouveau la France qui avance. Merci, Mesdames et Messieurs, de faire confiance à cette France-là.